

Société anonyme à Conseil d'administration
au capital de 10 000 000 euros
Siège social : 12 place des Etats-Unis, 92127 Montrouge cedex
493 582 571 R.C.S. Nanterre

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2020

Le présent rapport a pour objet d'exposer l'activité de la Société au cours du premier semestre 2020, conformément aux dispositions de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier et de l'article 222-4 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers.

Ce rapport comprend :

- I. Le rapport semestriel d'activité – page 2**
- II. Le rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle et les comptes arrêtés au 30 juin 2020 – page 23**
- III. La déclaration de la personne physique responsable du rapport – page 46**

* *

*

Le présent rapport financier semestriel est déposé auprès de l'AMF selon les modalités prévues par le Règlement Général.

Le rapport est disponible sur le site de Crédit Agricole SA :
<https://www.credit-agricole.com/finance/finance/dette/emissions-marche/ca-public-sector-scf-covered-bonds>

**I- Rapport d'activité au
30 juin 2020**

**Société anonyme à Conseil d'administration
au capital de 10 000 000 euros
Siège social : 12, place des Etats-Unis - 92120 Montrouge
493 582 571 R.C.S. Nanterre**

RAPPORT D'ACTIVITE

Sommaire

PRESENTATION DE LA SOCIETE	4
PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS.....	5
FAITS MARQUANTS SURVENUS AU COURS DU SEMESTRE ECOULE	5
I- APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE 2019	
II- GOUVERNANCE - CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DIRECTION GENERALE	
III- MANDAT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	
IV- PROGRAMME ET AUTORISATIONS D'EMISSION	
V- RATIOS PRUDENTIELS	
 ACTIVITES ET RESULTATS	 7
I- BILAN	
II- COVER POOL	
III- RÉSULTATS	
IV- EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES	
 DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES 6 MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE.....	 11
I- PROTECTION CONTRE LE RISQUE DE CREDIT ET DE CONTREPARTIE	
II- PROTECTION CONTRE LE RISQUE DE MARCHE ET DE CHANGE	
III- PROTECTION CONTRE LE RISQUE DE TAUX	
IV- PROTECTION CONTRE LE RISQUE DE LIQUIDITE	
V- PROTECTION CONTRE LE RISQUE COMPTABLE	
VI- PROTECTION CONTRE LES RISQUES OPERATIONNELS	
 ANNEXES.....	 19
Business model.....	20
GLOSSAIRE	21

Analyse de l'activité et des résultats de Crédit Agricole Public Sector SCF au 30 juin 2020

PRESENTATION DE LA SOCIETE

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est une Société anonyme à conseil d'administration, dont 99,99% des actions sont détenues par Crédit Agricole S.A.

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF, sous l'ancienne dénomination de CREDIT AGRICOLE EXPORT CREDIT AGENCIES SCF, a obtenu de l'Autorité de Contrôle Prudentiel, le 1er septembre 2011, le statut de Société financière - Société de Crédit Foncier au sens des articles L. 513-2 et suivants du Code monétaire et financier.

Le statut de Société financière ayant été supprimé le 1^{er} janvier 2014, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF exerce, depuis cette date, sous le **statut d'établissement de crédit spécialisé** au sens des nouveaux textes européens, statut automatiquement conféré aux sociétés financières n'ayant pas opté pour le statut national de société de financement (cf. évolution réglementaire infra).

Son objet social est la détention d'expositions sur des personnes publiques et leur refinancement par émissions d'obligations foncières notées [AAA (Standard & Poor'), Aaa (Moody's)]. Les obligations foncières émises sont sécurisées par un collatéral constitué de créances sur des personnes publiques détenues par des entités du Groupe Crédit Agricole.

L'activité de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est limitée par les dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés de crédit foncier (articles L. 513-1 et suivants du Code monétaire et financier).

Les actifs de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF sont limités :

- (i) aux expositions sur des personnes publiques conformément aux dispositions de l'article L.513-4 du Code monétaire et financier,
- (ii) aux actifs assimilés à de telles expositions sur des personnes publiques, y compris, sans limitation, les parts ou les titres de créance (autres que les parts subordonnées ou les titres de créance subordonnés) émis par un organisme de titrisation ou d'autres entités étrangères similaires (à l'exclusion de tout organisme de titrisation ou entité étrangère similaire qui a investi dans des actifs relevant de la catégorie visée à l'article L.513-3 du Code monétaire et financier) dans les conditions figurant à l'article L.513-5 du Code monétaire et financier et
- (iii) aux fins de l'obligation de couverture de ses besoins de trésorerie conformément aux articles L.513-8 et R.513-7 du Code monétaire et financier, (a) aux valeurs de remplacement au sens des articles L.513-7 et R.513-6 du Code monétaire et financier définis comme des expositions sur, ou garanties par les établissements de crédit ou les entreprises d'investissement bénéficiant du meilleur échelon de qualité de crédit (ou lorsque l'échéance résiduelle de ces expositions est inférieure à 100 jours, le second meilleur échelon de qualité de crédit) établi par un organisme externe d'évaluation de crédit reconnu par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution en application des dispositions de l'article L.511-44 du Code monétaire et financier et (b) actifs éligibles en tant que garanties aux opérations de crédit de la Banque de France conformément aux procédures et conditions fixées par celle-ci pour sa politique monétaire ainsi que pour les opérations intra-journalières.

Afin de refinancer ces actifs, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF émet des obligations foncières qui bénéficient d'un privilège (droit de paiement prioritaire) sur les produits provenant de l'ensemble des actifs et droits de l'Emetteur.

Ces obligations sont émises dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés de crédit foncier et dans le cadre de limites fixées par un Programme d'émissions défini par le Conseil d'administration de la Société. Les produits de ces émissions sont simultanément et exclusivement affectés à la mise à disposition auprès de Crédit Agricole SA de prêts à terme dans les mêmes termes et conditions que les obligations foncières émises par la Société ; Crédit Agricole SA re-prête ces ressources aux apporteurs des expositions publiques.

Conformément à ses statuts, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF ne détient ni filiale ni participation.

PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF sont établis en normes françaises en conformité avec les règles de présentation et les méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur applicable en France aux entreprises du secteur bancaire et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A.

FAITS MARQUANTS SURVENUS AU COURS DU SEMESTRE ECOULE

I- APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE 2019

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes annuels, a décidé d'affecter :

- Le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2019 :	70 133,03 €
- Le report à nouveau antérieur :	795 257,61 €
- Soit un montant total distribuable de :	865 390,64 €

de la manière suivante :

- Dotation à la réserve légale :	3 506,65 €
- Report à nouveau après affectation du résultat	861 883,99 €

Rappel des dividendes distribués

L'assemblée générale prend acte que les distributions de dividendes au cours des trois précédents exercices ont été les suivantes :

- 2016 : 0 € ;
- 2017 : 76 000 € ;
- 2018 : 74 000 €.

II- GOUVERNANCE - CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DIRECTION GENERALE

Depuis l'Assemblée générale du 17 mai 2019, la composition du Conseil d'administration est inchangée ; de même il n'y a pas eu de changement au niveau de la Direction générale.

III- PROGRAMME ET AUTORISATIONS D'EMISSION

Le conseil d'administration, dans sa séance du 20 mars 2020, a autorisé la mise à jour du Programme d'émission et du prospectus de base.

Le prospectus de base (visa n° 12-400 de l'Autorité des Marchés Financiers du 6 août 2012) décrivant le Programme d'Euro Medium Term Note pour l'émission d'obligations foncières d'un montant de 10 milliards d'euros (ou son équivalent dans d'autres devises) a fait l'objet d'une mise à jour annuelle – **visa AMF n° 20-443** (4 septembre 2020).

En application de l'article R.513-16 V, section 4 du Code monétaire et financier, le Conseil d'administration, dans ses séances des 16 décembre 2019, 20 mars et 19 juin 2020, a respectivement fixé à :

- 1 milliard EUR (ou contre-valeur en euro des émissions en devises) le montant maximum d'émissions de titres de dettes pour l'année 2020 ;
- 1 milliard EUR (ou contre-valeur en euro des émissions en devises), le montant maximum du programme d'émissions pour le 1^{er} trimestre 2020 ;
- 1 milliard EUR (ou contre-valeur en euros des émissions en devises), le montant maximum du programme d'émissions pour le 2^{ème} trimestre 2020 ;
- Le Conseil d'administration n'a pas voté de programme d'émission pour le 3^{ème} trimestre 2020.

IV- RATIOS PRUDENTIELS

Rappel :

En application des dispositions prévues par l'article 7 paragraphe 1 et par l'article 425 paragraphe 1 du règlement (UE) n° 575/2013 du CRR, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF a obtenu de l'ACPR, courant 2014 :

- une dérogation à l'application sur base individuelle des exigences relatives aux fonds propres, aux exigences en fonds propres, au levier et aux grands risques.
La société n'a donc effectué, depuis le 31 mars 2014, aucune déclaration des ratios - devenus trimestriels - de solvabilité, de grands risques et de levier ;
- la levée du plafonnement à 75% des entrées de trésorerie dans le calcul du ratio de liquidité dit « LCR ».
Le ratio LCR est déclaré par CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF depuis janvier 2014.

ACTIVITES ET RESULTATS

Au cours du **premier semestre 2020**, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF n'a pas réalisé de nouvelle émission d'obligations foncières.

I- BILAN

Le total du bilan de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF atteint 4 050 millions EUR au 30 juin 2020 contre 4 058 millions EUR au 31 décembre 2019 (en baisse de 8 millions EUR).

Le **passif** du bilan se compose :

- Pour l'essentiel du poste « **dettes représentées par un titre** » d'un montant de 4 009 millions EUR au 30 juin 2020 contre 4 017 millions EUR au 31 décembre 2019. Ce poste enregistre :
- L'encours des 6 émissions d'obligations foncières à leur valeur nominale pour 4 milliards EUR ;
- Les dettes rattachées à ces titres à la date de clôture de la période : intérêts courus non échus pour 9,136 millions EUR au 30 juin 2020 (en baisse de 7,7 millions EUR par rapport au 31 décembre 2019).

Emissions d'obligations foncières en vie au 30 juin 2020

Series	ISIN	Type	Nominal	Devise	CV €	Signing	Règlement	Maturité	Durée	Coupon
2	FR0011508332	publique	1 000 000 000,00	EUR	1 000 000 000,00	05/06/2013	07/06/2013	07/06/2023	10,00	1,875%
3	FR0013215688	publique	500 000 000,00	EUR	500 000 000,00	27/10/2016	31/10/2016	31/10/2026	10,00	0,250%
4	FR0013267473	publique	500 000 000,00	EUR	500 000 000,00	16/07/2017	18/07/2017	02/08/2027	10,04	0,875%
5	FR0013358199	publique	500 000 000,00	EUR	500 000 000,00	06/09/2018	10/09/2018	10/10/2025	7,08	0,500%
6	FR0013411600	publique	750 000 000,00	EUR	750 000 000,00	27/03/2019	29/03/2019	29/03/2029	10,00	0,625%
7	FR0013446598	publique	750 000 000,00	EUR	750 000 000,00	11/09/2019	13/09/2019	13/09/2028	9,00	0,010%
Total					4 000 000 000,00					

- Par le gage-espèces constitué pour répondre au besoin de liquidité à 180 jours afin de couvrir les paiements dus sur les émissions de CB au titre des coupons et du remboursement du capital sur les émissions en vie qui ne sont pas soft bullet. Le montant de cette réserve enregistré en « **dettes envers les établissements de crédit** » est de 17 millions au 30 juin 2020 comme au 31 décembre 2019.

Par symétrie, à l'**actif**, le principal poste est constitué des « **créances sur les établissements de crédit** » pour un montant de 4 028 millions EUR au 30 juin 2020, en baisse de 6,768 millions EUR par rapport au 31 décembre 2019.

Ces créances sont constituées :

- des 6 prêts octroyés à Crédit Agricole SA en contrepartie des ressources levées : d'un montant nominal de 4 milliards EUR diminué de la décote restant à étaler sur la durée de vie respective des prêts (- 127 mille EUR au 30 juin 2020 contre - 578 mille EUR au 31 décembre 2019) ;
- des intérêts courus sur ces prêts pour 9,14 millions EUR (contre 16,8 millions au 31 décembre 2019) ;
- diminués des commissions d'octroi de crédit restant à étaler sur la durée des prêts : - 8,376 millions EUR (contre - 9,045 millions EUR au 31 décembre 2019).

Le poste intègre, en outre, le placement du capital et de la trésorerie en compte courant et en compte de dépôt à vue auprès de Crédit Agricole SA pour un montant total de 27,8 millions EUR.

Le poste « **Caisse, banques centrales** » enregistre le dépôt auprès de la Banque de France sur le compte de numéraire et de réserves obligatoires (CNRO) d'un montant de 317 EUR.

Les **comptes de régularisation** et autres actifs / passifs comptabilisent les éléments suivants :

- à l'actif
 - Essentiellement les charges constatées d'avance :
 - les primes d'émission négatives (décotes) de 12,36 millions EUR au 30 juin 2020 contre 13,56 millions EUR au 31 décembre 2019 et
 - les frais d'émission de 8,3 millions EUR au 30 juin 2020 contre 9 millions EUR au 31 décembre 2019, restant à étaler, à la date d'arrêt, sur la durée de vie des obligations ;
 - la quote-part de la facture 2020 de Standard & Poor correspondant au 2^{ème} semestre 2020 ;
 - La contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) 345 mille EUR au 30 juin 2020, 266 mille EUR au 31 décembre 2019.
- au passif
 - en produits constatés d'avance, la prime d'émission positive (surcote) restant à étaler sur la durée de vie de l'obligation émise pour 12,232 millions EUR (12,98 millions EUR au 31 décembre 2019) ;
 - les charges à payer au titre de l'exercice pour un montant global de 340 mille EUR principalement des honoraires ainsi que les impôts et taxes habituellement exigibles (IS, CVAE, TVA).

Les **capitaux propres** atteignent 11 millions EUR au 30 juin 2020, ils sont stables par rapport au montant au 31 décembre 2019 du fait de l'affectation du résultat 2019 de 70 mille EUR à la réserve légale et au report à nouveau.

II- COVER POOL

Au hors-bilan, les « **autres valeurs reçues en garantie** » (créances destinées à garantir le remboursement par Crédit Agricole SA des prêts qui lui sont octroyés par la Société) calculées sur une base comptable représentent 5 599 millions CVEUR au 30 juin 2020. Au 31 décembre 2019, les « **autres valeurs reçues en garantie** » au hors bilan comptable représentaient 6 190 millions CVEUR.

En application de l'instruction n°2011-I-07, les rapports trimestriels sur la qualité des actifs de la Société sont disponibles sur le site internet de Crédit Agricole SA à l'adresse suivante dans la section « Informations Réglementaires » :

<https://www.credit-agricole.com/finance/finance/dette/emissions-marche/ca-public-sector-scf-covered-bonds>

Le rapport publié sur la qualité des actifs au 30/06/2020 a été établi sur la base des données de gestion au 31/05/2020.

De même, le Rapport Label ECBC au 30/06/2020 de la Société est publié à l'adresse suivante dans la section « French Covered Bond Label Reporting » :

<https://www.credit-agricole.com/finance/finance/dette/emissions-marche/ca-public-sector-scf-covered-bonds>

III-RESULTATS

Il convient de rappeler que :

- Les opérations d'emprunts d'obligations foncières et de prêts à Crédit Agricole SA n'ont pas d'impact sur les résultats car ces opérations « miroirs » sont réalisées à la même date et aux mêmes conditions de notionnel, de taux et de maturité ;
- Les charges générales d'exploitation supportées par la société, de même que les frais d'émission sur les emprunts, sont intégralement refacturés au bénéficiaire des financements, au travers de commissions financières comptabilisées en PNB.

Le **Produit net bancaire** du 1^{er} semestre 2020 atteint 817 mille EUR en baisse de 74 mille EUR par rapport à celui au 30 juin 2019 (d'un montant de 891 mille EUR).

Après netting des charges et produits liés aux opérations miroirs de prêts / emprunts, le PNB représente pour l'essentiel :

- La commission de gestion du financement (*Financing Management fees*) (+869 mille EUR au 30 juin 2020 contre +1,333 million EUR au 30 juin 2019) refacturant les frais de structure réglés au cours du semestre (frais comptabilisés principalement en charges générales d'exploitation). La variation est principalement due à la refacturation du coût du gage-espèces diminué du produit généré par son remplacement. Sur la période de mars à septembre 2019, du fait du remboursement en septembre 2019 de la série 1, le gage-espèces a été augmenté de 1,019 milliard EUR ;
- Ce produit est diminué des commissions sur titres (agent payeur, teneur de titres ...) et des frais de tenue de compte comptabilisés en PNB (-3 mille EUR au 30 juin 2020 contre -11 mille EUR 30 juin 2019) ;
- La rémunération de la trésorerie en compte courant est négative sur le 1^{er} semestre 2020 à -31 mille EUR (-28 mille EUR au 30 juin 2019). Depuis le 3 février 2020 la rémunération des comptes courants intragroupes est calculée en appliquant la référence €STR + 8.5 bp ;
- Le coût du gage-espèces diminué de son remplacement auprès de Crédit Agricole SA – 19 mille EUR pour le 1^{er} semestre 2020 (-406 mille EUR au 30 juin 2019). Sur la période de mars à septembre 2019, du fait du remboursement en septembre 2019 de la série 1, le gage-espèces a été augmenté de 1,019 milliard EUR ;

Les charges générales d'exploitation du semestre, de 769 mille EUR (838 mille EUR au S1 2019), correspondent principalement :

- à la PSEE facturée par Crédit Agricole SA : 298 mille EUR (contre 296 mille EUR au S1 2019) ;
- aux honoraires (agences de notation, commissaires aux comptes, contrôleur spécifique, conseil juridique, secrétariat juridique) : 456 K EUR (contre 508 mille EUR au S1 2019). Il y a eu sur le 1^{er} semestre 2019 1 émission, il n'y a pas eu d'émission sur le 1^{er} semestre 2020 ;
- aux impôts et taxes habituellement exigibles (C3S, CET, TVA) : 4 mille EUR (contre 17 mille EUR au S1 2019). Il n'y a pas de provision pour la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) au 30 juin 2020, le chiffre d'affaires étant inférieur au montant de l'abattement. Le montant de la provision pour la C3S était de 14 mille EUR au 30 juin 2019 ;
- et aux services extérieurs et contributions réglementaires : respectivement 10 mille EUR et mille EUR (contre 14 mille EUR pour les services extérieurs et 3 mille EUR pour les contributions réglementaires au 30 juin 2019). Concernant les contributions réglementaires, la variation est due au fait que la provision au 30 juin 2019 est calculée sur la base l'ancienne grille tarifaire de l'AMF. La baisse des autres services extérieurs est due à une reprise de provision.

Le **Résultat brut d'exploitation** et le **résultat courant avant impôt** au 30 juin 2020 ressortent à 48 mille EUR contre 53 mille EUR au 1^{er} semestre 2019.

Le **résultat net** au **30 juin 2020** ressort à 42 mille EUR comme au 30 juin 2019.

IV- EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES

Aucun évènement intervenu depuis le 30 juin 2020 n'a d'incidence sur les comptes de la période.
Afin de poursuivre sa participation au refinancement du Groupe Crédit Agricole, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF pourra, en fonction de l'évolution des conditions de marché, réaliser de nouvelles émissions.

DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES 6 MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE

Cette partie du rapport d'activité présente la nature des risques auxquels la société est exposée, leur ampleur et les dispositifs mis en œuvre pour les gérer.

Pour réaliser son objet social, le refinancement des entités du Groupe Crédit Agricole, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF émet des obligations foncières dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés de crédit foncier et dans le cadre de limites fixées par un programme EMTN ayant obtenu le visa de l'AMF et par les agences de notation (notation du programme : AAA par Standard & Poor's et Aaa par Moody's).

Le produit de ces émissions d'obligations foncières est affecté exclusivement à la mise à disposition auprès de Crédit Agricole SA de prêts à terme garantis par des créances éligibles. Les caractéristiques financières des prêts (notamment leur montant en principal, la devise, leur maturité et leurs conditions d'intérêt) sont identiques à celles des obligations foncières émises par la Société dans le cadre du Programme.

Eu égard à l'activité de la Société, strictement limitée à son objet social, et aux principes de montage des opérations, ces dernières ne doivent donc pas générer de risques financiers du fait de l'adossment parfait entre les émissions réalisées par CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF d'une part et les prêts octroyés à Crédit Agricole SA d'autre part. Par ailleurs, la Société place ses fonds propres et sa trésorerie en respectant les articles L.513-7 et R.513-6 du Code monétaire et financier en accord avec les agences de notation.

Le Directeur Général de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est responsable de la mise en œuvre du contrôle interne et de la Conformité. Toutefois, la société ne disposant pas de moyens humains, matériels ou techniques propres, la Société a confié à Crédit Agricole SA la réalisation de son contrôle interne (contrôles permanents et périodiques, contrôles de la conformité, contrôles et surveillance de la maîtrise des risques), au sens du règlement auquel elle est assujettie. Les conditions et modalités sont décrites dans la convention d'externalisation de prestations de services conclue entre les parties.

I- PROTECTION CONTRE LE RISQUE DE CREDIT ET DE CONTREPARTIE

Le risque de crédit sur les prêts octroyés par CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF à Crédit Agricole SA (prêts miroirs des émissions d'obligations foncières) en tant que société de financement du groupe Crédit Agricole est couvert par l'apport en garantie de créances qui répondent à certains critères d'éligibilité prédéfinis avec les agences de notation sélectionnées pour l'octroi d'une notation moyen-long terme des obligations à émettre dans le cadre du Programme. Ce pool de créances peut comprendre toute exposition sur des personnes publiques éligibles à l'actif des sociétés de crédit de foncier selon la définition posée par l'article L. 513-4 du Code monétaire et financier, sous réserve des critères susvisés.

Le risque résiduel de contrepartie résultant du placement des fonds propres et de la trésorerie est très faible car encadré par un dispositif qui restreint notamment la liste des produits de placement autorisés, la maturité maximum et les contreparties autorisées, en accord avec les articles L.513-7 et R.513-6 du Code monétaire et financier.

Les contraintes sont les suivantes :

- Investissement dans des actifs de remplacement évitant le risque de perte en principal composés de dépôts à terme et /ou d'instruments financiers tels que définis par l'article R.513-6 du Code monétaire et financier ;

- Entité dépositaire de dépôts et / ou émettrice d'instruments financiers bénéficiant d'une notation pour ses engagements moyen-long terme supérieure ou égale à une notation minimum définie pour chaque agence de notation.

Le dispositif de mesure et de surveillance des risques de crédit s'appuie sur :

- Le respect de la réglementation et de la qualité des contreparties,
- La convention d'écoulement des fonds propres retenue,
- L'identification des créances apportées en garantie des prêts octroyés et la mesure du taux de couverture de ces prêts.

Au 30 juin 2020, le bilan de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF présente un montant de 4,050 milliards d'euros composé majoritairement des encours de créance de la société. Ils portent presque en totalité sur Crédit Agricole SA et représentent :

- les prêts octroyés à Crédit Agricole SA en contrepartie des ressources levées par CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF (émission d'obligations foncières de 4 milliards d'euros) enregistrés à leur valeur nominale, augmentée des primes d'émission et diminuée des commissions d'octroi de crédit restant à étaler ;
- ainsi que les placements des fonds propres et de la trésorerie en comptes courants et dépôts à terme auprès de Crédit Agricole SA.

Au 30 juin 2020, le montant déposé sur le compte de numéraire et de réserves obligatoires (CNRO) ouvert auprès de la Banque de France n'est pas significatif (317 EUR).

De ce fait, le risque de crédit que prend directement la société ne porte actuellement que sur Crédit Agricole SA.

- **Au titre des prêts octroyés** en contrepartie des émissions, ce risque de crédit est couvert par la remise en pleine propriété, à titre de garantie, des créances éligibles, par Crédit Agricole SA au bénéfice de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF, conformément aux dispositions des articles L.211-38 et suivants du Code monétaire et financier et conformément à l'*Issuer collateral security agreement*.

Ces créances éligibles ont, au préalable, fait l'objet d'une remise en pleine propriété au bénéfice de Crédit Agricole SA par certains membres du groupe Crédit Agricole (à ce jour uniquement Crédit Agricole Corporate and Investment Bank « CA-CIB »), conformément aux dispositions des articles L.211-38 et suivants du Code monétaire et financier, à titre de garantie des prêts à terme qui sont consentis par Crédit Agricole SA aux membres du groupe Crédit Agricole conformément au *Collateral security agreement*. Ladite garantie financière confère à son bénéficiaire (Crédit Agricole SA) le droit de réutiliser les créances éligibles concernées conformément à la loi.

Les caractéristiques des actifs apportés en garantie bénéficient des dispositions des articles L.211-38 et suivants du Code monétaire et financier, à savoir la remise en pleine propriété opposable aux tiers sans formalités des créances apportées en garantie, y compris en cas d'ouverture d'une procédure collective à l'encontre de Crédit Agricole SA.

Taux de surdimensionnement

La Société doit, en outre, respecter les règles de surdimensionnement prévues par les articles L. 513-12 et R.513-8 du Code monétaire et financier, l'article 6 du Règlement n° 99-10 du 9 juillet 1999 modifié du Comité de la réglementation bancaire et financière relatif aux sociétés de crédit foncier, et par l'Instruction 2014-I-16 de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, en application desquelles un ratio de couverture des ressources privilégiées par les éléments d'actifs au moins égal à 105% doit être maintenu (102% avant mai 2014).

Conformément à l'article L. 513-23 du Code monétaire et financier, un contrôleur spécifique est chargé de contrôler le respect par la société de crédit foncier de toutes les obligations lui incombant (dont, en particulier, la conformité des créances apportées en garantie avec les critères définis par la Loi, l'absence de double mobilisation des créances apportées en garanties, ...).

Au 30 juin 2020, les actifs apportés en garantie sont des prêts à l'exportation conclus par CA-CIB, bénéficiant d'une garantie ou d'une assurance-crédit consentie par un Etat ou par une ou plusieurs agences de crédit export bénéficiant de la garantie, ou agissant au nom et pour le compte, d'un Etat. Leur montant s'élève à 5,599 milliards de contre-valeur euros.

CA-CIB identifie le gisement des créances, sélectionne les créances éligibles et actualise mensuellement le pool de créances apportées en garantie.

- **Risque au plan de l'investissement des fonds propres :**

Le risque de crédit de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est cantonné aux placements des capitaux propres et de la trésorerie de la société (au 30 juin 2020 : 11 millions d'euros de capitaux propres). Ces sommes disponibles ne peuvent être investies qu'en actifs de remplacement tels que définis par le Code Monétaire et Financier (article R 513-6), en évitant le risque de pertes en principal et en respectant les contraintes imposées par les agences de notation.

Les placements (28 millions d'euros au 30 juin 2020) sont investis exclusivement dans des comptes courants et de dépôt à vue JJ auprès de Crédit Agricole SA, actifs éligibles dans la mesure où la contrepartie bénéficie du second meilleur échelon de qualité de crédit pour sa notation CT (notation de Crédit Agricole SA supérieure ou égale à A-2 (court terme) chez Standard & Poor, F2 (court terme) chez Fitch Ratings et P-2 (court terme) chez Moody's.

II- PROTECTION CONTRE LE RISQUE DE MARCHE ET DE CHANGE

Conformément à ses statuts qui lui interdisent toute activité ne correspondant pas strictement à son objet social, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF n'a aucune activité de marché autre que l'émission d'Obligations foncières bénéficiant du privilège de l'article L.513-11 du Code Monétaire et Financier et le remplacement des ressources ainsi levées auprès de Crédit Agricole SA à des conditions identiques en taux, notionnel, devise et durée. Par conséquent, une variation défavorable des conditions de marché n'aurait d'incidence que sur la capacité de la société à lever des ressources sur le marché obligataire.

Les risques de marché ne pourraient, par conséquent, provenir que du placement des fonds propres et de la trésorerie de la Société. Or, ces disponibilités ne peuvent être investies qu'en actifs de remplacement tels que définis par le Code Monétaire et Financier (article R 513-6), en évitant le risque de perte en principal.

Dans les faits, les fonds propres et la trésorerie sont investis exclusivement dans des comptes courants et dépôts à terme auprès de Crédit Agricole SA et dans un compte de numéraire et de réserves obligatoires à la Banque de France (cf. Risque de crédit supra). Aucun risque de marché n'est donc porté par ces opérations.

Le parfait adossement des émissions et des prêts s'applique également à la position de change. Par conséquent, l'exposition en devises résulterait uniquement des positions en comptes courants ; elle fait l'objet de reporting dans le cadre d'un dispositif de mesure et d'encadrement des positions de change opérationnel mis en place.

III-PROTECTION CONTRE LE RISQUE DE TAUX

Les emprunts, par émissions d'obligations foncières, et les prêts consentis par CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF à Crédit Agricole SA sont parfaitement adossés en notionnel, en taux, en maturité.

Les conditions de fonctionnement de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF ne l'exposent pas à un risque de taux.

Aussi, le risque de taux est-il limité au remplacement de la trésorerie et des fonds propres.

1) Mécanisme de protection prévu par la documentation du Programme

Niveau 1 : par construction

Par construction, le passif privilégié de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est parfaitement adossé à son actif, constitué des prêts octroyés à Crédit Agricole SA. Le niveau d'adossement de ces opérations est mesuré périodiquement. Ainsi, tant que Crédit Agricole SA est en mesure d'honorer ses échéances, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF ne supporte aucun risque de taux.

Tant que Crédit Agricole SA n'est pas en défaut au titre des prêts octroyés par la Société et que sa notation ne se dégrade pas sous un certain seuil convenu avec les Agences de Notation, tout risque de taux ou de change lié à un différentiel entre les créances éligibles et les obligations de remboursement de Crédit Agricole SA au titre des prêts consentis par la société sera couvert conformément aux stratégies de couverture habituellement adoptées par Crédit Agricole SA.

Niveau 2 : Dégradation de la notation de Crédit Agricole SA et mise en place de swaps de couverture.

Si la notation de Crédit Agricole SA se dégrade sous un certain seuil défini par les Agences de notation (perte d'une des notes court terme : A-1, P-1 ; ou long terme : A2 /Moody's), la société devra conclure des contrats de couverture avec des contreparties éligibles afin de couvrir (i) tout différentiel potentiel entre le taux d'intérêt applicable aux obligations foncières et aux créances éligibles et (ii) tout différentiel potentiel de devise qui résulterait du paiement direct à la société du produit des créances éligibles.

Il est également prévu qu'en cas de mise en place du contrat de couverture mentionné au paragraphe précédent, alors que la Société continue à recevoir ses paiements au titre des prêts consentis par la Société et non pas au titre des créances éligibles, la Société devra conclure des contrats de couverture avec Crédit Agricole SA afin de neutraliser les effets des contrats de couverture conclus par la Société avec les contreparties de couvertures éligibles.

Au **30 juin 2020**, ce dispositif n'a pas été enclenché, la notation de Crédit Agricole SA ayant été maintenue au niveau requis.

2) Dispositif de mesure et de suivi du risque de taux

En tant que filiale de Crédit Agricole SA, la société applique les normes Groupe en matière de suivi du risque de taux qui est suivi dans les outils internes de mesure et de reporting du risque de taux d'intérêt global (RTIG).

Toutes les opérations réalisées par CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF relevant du suivi du RTIG sont intégrées dans les outils de mesure et de suivi du risque de taux du Groupe. Elles font l'objet d'un traitement mensuel automatisé qui les intègre à l'architecture mise en place par Crédit Agricole SA pour suivre le risque de taux de ses filiales.

La mesure principale du RTIG est le gap de taux d'intérêt qui représente, sur chaque période, la différence signée entre les passifs et les actifs à taux fixe dans une devise donnée.

Le dispositif de mesure permet de produire les indicateurs nécessaires au suivi des risques :

- Gaps synthétiques (exprimés en euros) toutes devises, consolidant pour toutes les devises les expositions au risque inflation et au risque de taux nominal, et Gaps autres devises que l'euro,
- Gaps taux fixe EURO (exprimés en euros) pour chacune des devises,
- Gaps inflation EURO (exprimés en euros) pour chacune des devises.

Les encours retenus sur chaque sous période sont des encours moyens et les gaps sont calculés par mois jusqu'à la fin de l'année N+1 (soit 13 à 24 mois selon la date de calcul) puis par année civile pour obtenir des gaps sur les 30 prochaines années.

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF produit ces mesures de gap en euro. A noter que les émissions réalisées à ce jour sont en euros.

Tous les éléments d'actif et de passif sont échancés sans caractère optionnel, à l'exception des fonds propres qui font l'objet d'une convention d'écoulement.

Pour le gap en euro, seul le déséquilibre entre la convention d'écoulement des fonds propres et l'échéancement de leur remplacement fait apparaître un gap statique non nul.

3) Mesure de la sensibilité de la valeur actuelle nette du bilan.

L'encadrement du RTIG est également assuré par une mesure de la sensibilité de la valeur actuelle nette du bilan pour un choc normatif à la hausse et à la baisse sur le gap considéré.

Au 30 juin 2020, la sensibilité de la valeur actuelle nette du bilan, y compris des fonds propres, à une variation des taux de + 200 bp à - 200 bp (respectivement 18 209 EUR et -18 233 EUR), est inférieur à la limite de 100 mille euros.

IV-PROTECTION CONTRE LE RISQUE DE LIQUIDITE

La politique de couverture du risque de liquidité de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF vise à assurer une parfaite adéquation entre les sources et les besoins de liquidité dans divers scénarios.

Elle est déterminée à la fois par les exigences légales et réglementaires applicables aux Sociétés de crédit foncier et par la documentation du programme qui répond aux exigences des agences de notation.

Conformément à l'article R. 513-7 du Code monétaire et financier, relatif aux sociétés de crédit foncier, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF assure, à tout moment, la couverture de ses besoins de trésorerie sur une période de 180 jours.

Ces besoins de trésorerie s'entendent comme :

- les flux prévisionnels de principal et d'intérêts sur le passif
- diminués des flux prévisionnels d'intérêts et de principal sur les actifs de remplacement et sur les actifs reçus à titre de garantie
- diminués (ou augmentés suivant le cas) des montants à payer (ou à recevoir) afférents aux instruments financiers à terme visés à l'article L.513 -10.

La politique de couverture du risque de liquidité, imposée par la documentation et par la réglementation, repose sur le dispositif séquentiel suivant fonction de la notation de Crédit Agricole SA :

1. Par construction, en application de la documentation du Programme, le passif privilégié constitué de l'ensemble des obligations foncières émises par CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est parfaitement adossé à des prêts, miroirs, octroyés à Crédit Agricole SA.
2. En cas de baisse du rating de Crédit Agricole SA, une réserve de cash est mise en place. En anticipation d'un éventuel défaut de Crédit Agricole SA, qui invaliderait la couverture décrite ci-dessus, Crédit Agricole SA s'est engagé, dès la mise en place du programme, à apporter sous condition de rating (perte de deux notes parmi les trois notes court terme : F1, A-1, P-1), une réserve de liquidité correspondant au montant de liquidité à 180 jours ouverts de remboursement de principal et d'intérêts sur les obligations foncières.
3. En cas de défaut de Crédit Agricole SA, les créances exigibles sont transférées.

Dans le cas où cet engagement d'apporter et d'actualiser la réserve de cash ci-dessus ne serait plus honoré par Crédit Agricole SA ou, plus généralement, en cas de défaut de Crédit Agricole SA sur les prêts miroirs des émissions, les créances exigibles apportées en garantie à CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF seraient transférées à son actif. Aucune nouvelle série d'obligations (sauf à des fins d'auto-souscription) ne pourrait plus être émise et la société serait gérée en vue de sa liquidation.

La liquidité serait alors apportée par l'éventuelle réserve de cash disponible, les flux provenant des créances exigibles transférées, et si nécessaire la cession d'actifs sur le marché.

En complément ou alternativement à cet apport de liquidité, de nouvelles séries d'obligations pourront être émises et auto-souscrites en vue d'un refinancement à la BCE, dans la limite légale de 10% du montant du passif privilégié.

Le dispositif de mesure et de suivi de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF s'appuie sur :

- le calcul des besoins de liquidité à 180 jours de la société qui fait l'objet d'un reporting mensuel spécifique à destination de la ligne métier Finances de Crédit Agricole SA.
- et sur le contrôle permanent des ratings de Crédit Agricole SA pour déterminer la nécessité de mettre en place la réserve de liquidité.

V- PROTECTION CONTRE LE RISQUE COMPTABLE

Pour ce qui concerne le risque comptable, des procédures sont mises en place chez CA SGS, filiale de Crédit Agricole SA qui assure la comptabilité de la société selon un principe de délégation. Elles permettent de garantir la traçabilité de la piste d'audit, depuis la pièce d'origine jusqu'aux états financiers et réglementaires SURFI.

Le dispositif de contrôle permanent comptable s'articule autour de la réalisation des contrôles à trois niveaux :

- Contrôles de 1er degré réalisés par les comptables,
- Contrôles de 2ème degré - 1er niveau effectués par les managers en charge du dossier au sein de CA SGS qui font l'objet d'une formalisation sous la forme de dossiers de contrôle spécifiques dont les synthèses sont transmises à l'équipe responsable du contrôle de 2ème degré - 2ème niveau ((DRG/RFG/Contrôle Permanent Finances),

- Contrôles de 2ème degré - 2ème niveau assurés par le service Contrôle Permanent Finances de la Direction des Risques Financiers Groupe (DRG/RFG) selon un plan de contrôles défini annuellement.

VI-PROTECTION CONTRE LES RISQUES OPERATIONNELS

La convention d'externalisation de prestations de services conclue entre CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF et Crédit Agricole SA permet de limiter les risques opérationnels de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF puisque Crédit Agricole SA met à disposition tous les moyens humains, techniques et matériels nécessaires à la poursuite des activités de la société notamment des moyens informatiques et de contrôle interne permanent.

La démarche globale de déploiement du contrôle permanent au sein du groupe Crédit Agricole SA impose aux fonctions centrales de Crédit Agricole SA, comme aux filiales, de mettre en place un système interne de mesure et de surveillance du risque opérationnel, intégré dans le processus de gestion des risques. Elles sont également tenues de mettre en place une procédure d'alerte en cas de survenance d'incidents sérieux. Ces obligations et la méthodologie imposée s'inscrivent dans le cadre du volet risques opérationnels de la réforme de Bâle.

Appliqué à CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF, le dispositif du système de mesure et de surveillance du risque opérationnel couvre deux centres d'activités de Crédit Agricole SA : Paris et Londres.

La cartographie des risques opérationnels de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est périodiquement revue, actualisée et validée en Comité de contrôle permanent de la Direction du Pilotage Financier Groupe de Crédit Agricole SA.

Un seuil d'alerte relatif aux risques opérationnels en cas d'incident significatif a été fixé par le Conseil d'administration, conformément aux procédures du Groupe en la matière.

1) Plan de continuité d'activité

Les Plans d'urgence et de poursuite d'activité (PUPA) sont une « exigence Groupe » et sont mis en place et contrôlés par Crédit Agricole SA en tant que prestataire. Le suivi et le contrôle sont assurés par la Direction « Sécurité et Continuité d'Activité » (DRG/SCA) dans le cadre de son pilotage centralisé et enfin par l'inspection générale et les unités dédiées de la ligne métier Audit-Inspection.

Dans le cadre de la convention d'externalisation de prestations de services mentionnée ci-avant, les procédures de sécurité informatique et de continuité d'activité de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF s'appuient sur la politique générale des systèmes d'information inhérente au groupe Crédit Agricole pour lesquels des procédures et contrôles visent à assurer un niveau de sécurité satisfaisant.

Le plan d'urgence et de poursuite d'activité (PUPA) de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF fait partie intégrante du PUPA de Crédit Agricole SA.

2) Sécurité des systèmes d'information :

La sécurité du système d'information est assurée par Crédit Agricole S.A. en tant que prestataire de services et s'appuie sur les procédures du Groupe.

3) Dispositif de suivi et de contrôle des opérations externalisées :

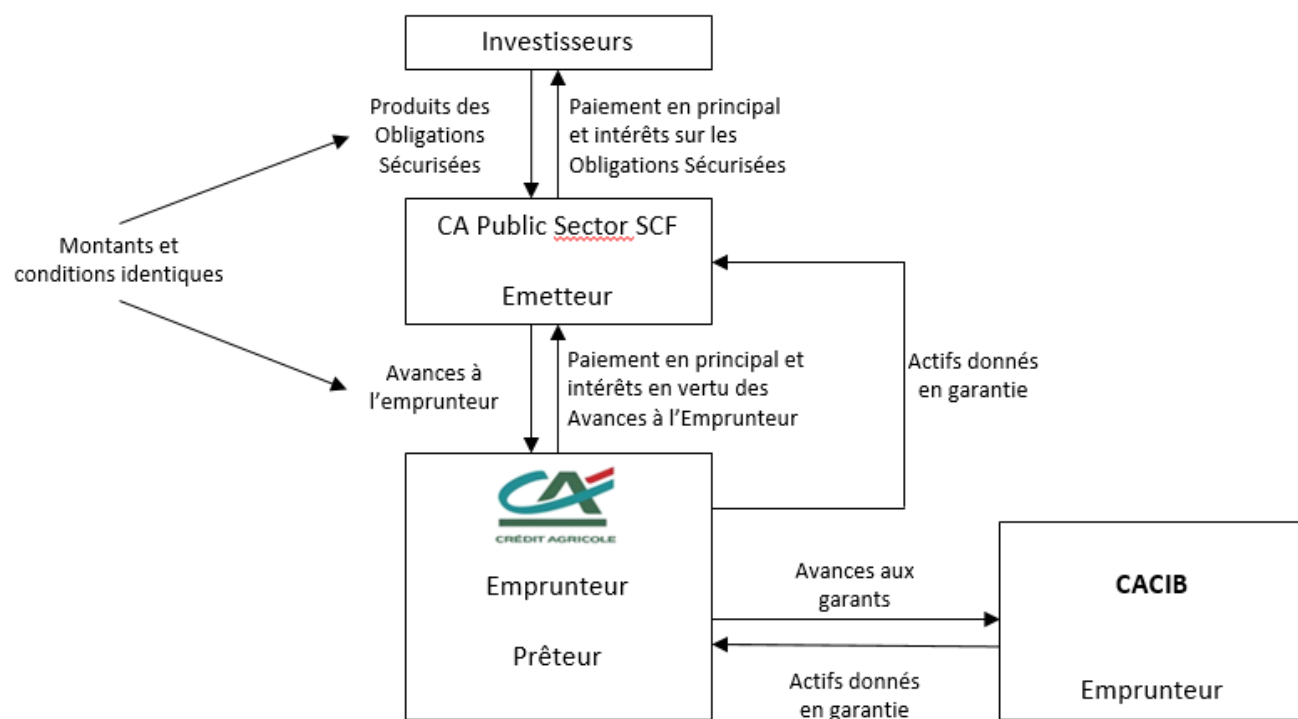
L'ensemble des activités de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est externalisé auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre d'une convention d'externalisation de prestations de services.

Les risques liés à cette prestation de services essentielle externalisée sont encadrés par une procédure Groupe.

Le dispositif de suivi de la PSEE vise à s'assurer du respect de la convention.

ANNEXES

Business model



GLOSSAIRE

Euro Medium Terme Notes	Titres de créances négociables, associés à un programme d'émission rendu public par un émetteur.
Exposition sur des personnes publiques	Il s'agit des éléments d'actif, tels que des prêts, ou des engagements hors bilan, remplissant les conditions énumérées à l' article L.513-4 du Code monétaire et financier
FGDR – Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution	Le Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR) est un organisme d'intérêt général dont la mission consiste à protéger les clients des banques en cas de défaillance de leur établissement bancaire. https://www.garantiedesdepots.fr/fr/fonds-de-garantie-des-depots-et-de-resolution/mission-du-fgdr
Issuer Facility Agreement	Convention d'ouverture de crédit conclue entre CA Public Sector SCF et Crédit Agricole Agricole SA, au terme de laquelle CA Public Sector SCF suite aux émissions d'obligations, octroie à Crédit Agricole SA des avances et Crédit Agricole SA prend en charge les différents frais liés au programme.
LBF – Loi Bancaire Française	La LBF (loi du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires) est une loi Française visant à encadrer les activités bancaires, notamment en séparant celles considérées comme risquées de celles couvrant les opérations avec la clientèle. Cette loi prévoit également des obligations de reporting. Aux Etats-Unis, un type de réglementation similaire visant à limiter la spéculation a également été mis en place : la Volcker Rule ou règle
LCR – Liquidity Coverage Ratio	Ratio de liquidité issu des accords dits Bâle III. Transposé en droit français et européen par le Règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement. Ratio qui vise à s'assurer que la banque dispose de suffisamment de réserve pour couvrir ses flux nets de trésorerie à un mois (Sorties - Entrées) en vision stressée (les postes du bilan se voient appliquer des hypothèses de stress telles qu'une décollecte sur les dépôts, etc.). Calcul : Réserves de liquidité / Flux nets de cash sous stress à horizon 30 jours $\geq 100\%$. Ce ratio doit être supérieur à l'exigence réglementaire tous les jours de chaque mois. Calendrier réglementaire pour le respect du ratio : <ul style="list-style-type: none"> - 60% au 01/10/15 - 70% au 01/01/16 - 80% au 01/01/17 - 100% au 01/01/18
LCSO CSA - Liquidity, Commingling and Set-Off	Convention qui détermine les conditions dans lesquelles Crédit Agricole SA doit apporter à CA Public Sector SCF des réserves de liquidité pour couvrir ses

Collateral Security Agreement	obligations vis-à-vis de CA Public Sector SCF.
-------------------------------	--

**II- Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information
financière semestrielle
&
Comptes arrêtés au 30 juin 2020**

**Société anonyme à Conseil d'administration
au capital de 10 000 000 euros
Siège social : 12, place des Etats-Unis - 92120 Montrouge
493 582 571 R.C.S. Nanterre**

Crédit Agricole Public Sector SCF

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine cedex
S.A.S. au capital de € 2 510 460
672 006 483 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Crédit Agricole Public Sector SCF

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de la société Crédit Agricole Public Sector SCF, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration le 18 septembre 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de la société.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 18 septembre 2020 commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 21 septembre 2020


Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Tavernier', with a stylized flourish above it.

Laurent Tavernier

ERNST & YOUNG et Autres

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Préchoux', with a horizontal line underneath.

Matthieu Préchoux

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF

SOCIETE DE CREDIT FONCIER

Au capital de 10 000 000 euros

12, place des Etats-Unis

92127 MONTROUGE Cedex

Arrêté au 30 Juin 2020

R.C.S. NANTERRE 493 582 571

I. ETATS FINANCIERS

BILAN ACTIF	29
BILAN PASSIF	30
HORS BILAN	31
COMPTE DE RESULTAT	32
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	33

II. ANNEXES

A – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS RELATIFS A L’EXERCICE	34
1. EVENEMENTS DE LA PERIODE	34
2. EVENEMENTS POSTERIEURS A L’EXERCICE	34
B – PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES	35
1. PRESENTATION DES COMPTES	35
2. INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN	38
3. INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT	41
4. ACTIFS RECUS EN GARANTIE	43
5. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS	43
6. CONSOLIDATION	43
7. REMUNERATIONS DES ORGANES D’ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	43
8. IMPLANTATION DANS DES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIFS	43
9. ELEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES	44
10. VARIATION DU CAPITAL	45

<<<<< ----- >>>>>>>>
 <<<< ----- >>>>>
 <<<<<>>>>>

Annexe	BILAN ACTIF (en Euros)	30/06/2020	31/12/2019
2.1.1	Caisse, banques centrales, C.C.P.	317	130
	Effets publics & valeurs assimilées	0	0
2.1.2	Créances sur les établissements de crédit	4 028 463 146	4 035 231 131
	Créances sur la clientèle	0	0
	Affacturage	0	0
	Obligations & autres titres à revenu fixe	0	0
	Actions & autres titres à revenu variable	0	0
2.1.4	Participations et autres titres détenus à long terme	0	0
	Parts dans les entreprises liées	0	0
	Crédit-bail et location avec option d'achat	0	0
	Location simple	0	0
	Immobilisations incorporelles	0	0
	Immobilisations corporelles	0	0
	Capital souscrit non versé	0	0
	Actions propres	0	0
2.2.1	Autres actifs	359 170	273 588
2.2.1	Comptes de régularisation	20 869 864	22 557 095
	TOTAL DE L'ACTIF	4 049 692 496	4 058 061 944

Annexe	BILAN PASSIF (en Euros)	30/06/2020	31/12/2019
	Banques centrales, C.C.P.	0	0
2.1.3	Dettes envers les établissements de crédit	17 005 287	17 000 215
	Opérations avec la clientèle	0	0
2.1.4	Dettes représentées par un titre	4 009 135 838	4 016 834 362
2.2.2	Autres passifs	66	73 744
2.2.2	Comptes de régularisation	12 573 194	13 217 459
	Provisions	0	0
	Dettes subordonnées	0	0
	Fonds pour Risques Bancaires Généraux	0	0
10	Capitaux propres hors FRBG (+/-)	10 978 112	10 936 163
	Capital souscrit	10 000 000	10 000 000
	Primes d'émission	0	0
	Réserves	74 279	70 772
	Ecart de réévaluation	0	0
	Provisions réglementées et subventions d'investissement	0	0
	Report à nouveau (+/-)	861 884	795 258
	Résultat en instance d'affectation (+/-)	0	0
	Résultat de l'exercice (+/-)	41 949	70 133
	TOTAL DU PASSIF	4 049 692 496	4 058 061 944

Annexe	HORS BILAN (en Euros)	30/06/2020	31/12/2019
	<u>ENGAGEMENTS DONNES</u>		
	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
	ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
	ENGAGEMENTS SUR TITRES		
	<u>ENGAGEMENTS RECUS</u>		
	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
	ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
	ENGAGEMENTS SUR TITRES		
	ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
	4 AUTRES ENGAGEMENTS	5 599 210 146	6 190 222 030

Annexe	COMPTE DE RESULTAT (en Euros)	Poste CB	30/06/2020	30/06/2019
3.1.1	+ Intérêts & produits assimilés	500	16 882 978	26 384 109
3.1.2	- Intérêts & charges assimilées	505	(16 263 869)	(26 136 129)
	+ Revenus des titres à revenu variable	530	0	0
3.1.3	+ Commissions (produits)	540	869 008	1 333 239
3.1.3	- Commissions (charges)	545	(2 830)	(11 473)
	+/- Gains / pertes sur opérations du portefeuille de négociation	550	0	0
	+/- Gains / pertes sur opérations du portefeuille de placement	555	0	0
	+ Autres produits d'exploitation bancaire	560	0	0
3.1.4	- Autres charges d'exploitation bancaire	565	(668 702)	(678 510)
	PRODUIT NET BANCAIRE	600	816 585	891 237
3.2.1	- Charges générales d'exploitation	605	(768 718)	(837 741)
	- Dotation aux amortissements et provisions sur immobilisations	610	0	0
	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	620	47 867	53 495
	+/- Coût du risque	625	0	0
	RESULTAT D'EXPLOITATION	630	47 867	53 495
	+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	640	0	0
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	650	47 867	53 495
	+/- Résultat exceptionnel	655	0	0
	- Impôt sur les bénéfices	660	(5 918)	(11 847)
	+/- Dotations / reprises du FRBG et des provisions règlementées	665	0	0
	RESULTAT NET	690	41 949	41 648

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (en Euros)	30/06/2020	31/12/2019
Résultat avant impôt	47 867	98 417
Dotations nettes aux amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles		
Dépréciation des écarts d'acquisition		
Dotations nettes aux dépréciations		
Quote-parts de résultat liées aux sociétés mises en équivalence		
Perte nette/gain net des activités d'investissement		
Produits/charges des activités de financement	16 855 708	47 269 395
Autres mouvements	(2 885 012)	10 879 174
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	13 970 696	58 148 569
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	8 645 750	(505 077 377)
Flux liés aux opérations avec la clientèle		
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(124 473)	(74 417)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Impôts versés	(34 787)	(15 278)
Diminution/augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	8 486 490	(505 167 072)
TOTAL FLUX NETS DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)	22 505 053	(446 920 086)
Flux liés aux participations		
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		
TOTAL FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (B)		
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	0	(74 000)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	(22 694 389)	446 241 154
TOTAL FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (C)	(22 694 389)	446 167 154
Effet de la variation des taux de change et autres flux de variation sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		
Augmentation/diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	(189 336)	(752 932)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	28 019 895	28 772 827
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	130	383
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	11 019 765	11 772 444
Solde net des comptes, dépôt à vue autre établissement	17 000 000	17 000 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	27 830 560	28 019 895
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	317	130
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	10 830 243	11 019 765
Solde net des comptes, dépôt à vue autre établissement	17 000 000	17 000 000
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	(189 336)	(752 932)

II. ANNEXES

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF (CAPS SCF) est une société anonyme agréée établissement de crédit spécialisé – société de crédit foncier depuis septembre 2011. Elle est régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit et est soumise à la réglementation bancaire.

Depuis le 1^{er} janvier 2014, la société exerce sous le statut d'établissement de crédit spécialisé suite à l'entrée en vigueur du Règlement européen CRR « Capital requirements regulation ».

L'activité principale de la société est l'émission d'obligations foncières bénéficiant du privilège mentionné à l'article L.513-11 du code monétaire et financier, sur les marchés, aux fins d'opérations de financement, de refinancement ou d'octroi de crédits.

A – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS RELATIFS A L'EXERCICE

1. EVENEMENTS DE LA PERIODE

Au 30 juin 2020, Crédit Agricole SA effectue un remboursement anticipé du gage espèces de 17 millions puis le renouvelle à la même date.

2. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE

Dans le contexte crise sanitaire liée au Covid-19, le groupe Crédit Agricole s'est mobilisé pour faire face à cette situation inédite. Afin d'accompagner ses clients dont l'activité serait impactée par le coronavirus, le Groupe a participé activement aux mesures de soutien à l'économie.

L'impact de la crise sanitaire sur l'activité CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est à ce jour difficile à estimer précisément.

3. EVENEMENTS POSTERIEURS A L'EXERCICE

Aucun évènement intervenu après la fin de la période intermédiaire et ayant une incidence sur les comptes de l'exercice n'a été constaté

B – PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole SA.

La présentation des états financiers de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1^{er} janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Aucun changement de méthode comptable et de présentation des comptes n'a été effectué par rapport à l'exercice précédent.

1. PRESENTATION DES COMPTES

1.1 Créances et dettes

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, clientèle).

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 conduit CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé en utilisant

des systèmes de notation externes et/ou internes qui permettent d'apprécier l'existence d'un risque de crédit.

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan.

1.2 Autres titres détenus à long terme

Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

1.3 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : emprunts obligataires, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique : « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement peuvent être amorties selon deux méthodes :

- soit au prorata des intérêts courus pour les obligations émises avant le 1er Janvier 1993, ou pour celles dont la prime de remboursement est inférieure à 10 % du prix d'émission ;

- soit de façon actuarielle pour les emprunts émis depuis le 1er Janvier 1993 dont la prime de remboursement excède 10 % du prix d'émission.

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers sont comptabilisées en charges dans la rubrique « commission (charges) ».

1.4 Provisions

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Aucune provision n'est constatée à ce jour dans les comptes de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF.

1.5 Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF.

1.6 Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF.

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF n'a pas constaté de charges et produits exceptionnels au 30 Juin 2020.

1.7 Impôts sur les bénéfices

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,30 %.

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale ; elle est entrée dans le groupe le 1 janvier 2007. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

2 INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN

2.1 Activité principale

2.1.1 Caisses, banques centrales

	30/06/2020	31/12/2019
Compte Banque de France <i>Principal</i>	317 317	130 130
Total	317	130

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF a ouvert un compte de numéraire et de réserves obligatoires auprès de la Banque de France le 07 octobre 2014.

2.1.2 Créances sur les établissements de crédit

Les créances à terme sont des prêts accordés à Crédit Agricole S.A. dans le cadre de l'activité de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF.

	<3mois	>3mois<1an	>1 an<5ans	>5 ans	Total en principal	Créances rattachées	30/06/2020	31/12/2019
Comptes et prêts :								
- à vue	27 830 243	0	996 036 171	2 995 460 768	4 019 327 182	9 135 963	4 028 463 146	4 035 231 131
- à terme	27 830 243		996 036 171	2 995 460 768	27 830 243		27 830 243	28 019 765
Valeurs reçues en pension					3 991 496 939	9 135 963	4 000 632 903	4 007 211 366
Titres reçus en pension livrée					0		0	
Prêts subordonnés					0		0	
Total	27 830 243	0	996 036 171	2 995 460 768	4 019 327 182	9 135 963	4 028 463 146	4 035 231 131
Dépréciations							0	0
VALEURS NETTES AU BILAN							4 028 463 146	4 035 231 131

Ces créances sont enregistrées en principal, augmentées des surcotes et diminuées des décotes nettes d'amortissements. En application du règlement 2014-07, les commissions d'octroi de crédit sont comptabilisées avec les créances sur établissements de crédit et ventilées selon la durée des prêts auxquels elles se rattachent.

Au 30 Juin 2020, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF n'a constaté aucune dépréciation de ses créances.

2.1.3 Dettes envers les établissements de crédit

ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE	<3mois	>3mois<1an	>1 an<5ans	>5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	30/06/2020	31/12/2019
Dettes envers établissements de crédit		17 000 000			17 000 000	5 287	17 005 287	17 000 215
VALEUR AUBILAN			0	0	17 000 000	5 287	17 005 287	17 000 215

2.1.4 Dettes représentées par un titre

ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE	<3mois	>3mois<1an	>1 an<5ans	>5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	30/06/2020	31/12/2019
Emprunts obligataires			1 000 000 000	3 000 000 000	4 000 000 000	9 135 838	4 009 135 838	4 016 834 362
VALEUR AUBILAN			1 000 000 000	3 000 000 000	4 000 000 000	9 135 838	4 009 135 838	4 016 834 362

Emprunts obligataires (contre valeur €)

ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE	30/06/2020				31/12/2019
	≤1an	>1an ≤5 ans	>5ans	Encours	Encours
Euro	-	1 000 000 000	3 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000
Taux fixe	-	1 000 000 000	3 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000
Taux variable	-	-	-	-	-
Autres devises de l'Union Européenne	-	-	-	-	-
Taux fixe	-	-	-	-	-
Taux variable	-	-	-	-	-
Dollar	-	-	-	-	-
Taux fixe	-	-	-	-	-
Taux variable	-	-	-	-	-
Total principal	-	1 000 000 000	3 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000
Taux fixe	-	1 000 000 000	3 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000
Taux variable	-	-	-	-	-
Dettes rattachées	-	-	-	9 135 838	16 834 362
VALEUR AU BILAN	-	1 000 000 000	3 000 000 000	4 009 135 838	4 016 834 362

2.1.5 Participations et autres titres détenus à long terme

Ce poste représente les certificats d'associés de la contribution aux mécanismes de garantie des titres et des cautions.

2.2 Autres comptes de bilan**2.2.1 Comptes de régularisation et actifs divers**

	30/06/2020	31/12/2019
Autres actifs	359 170	273 588
<i>Dépôt FRU</i>	<i>345 028</i>	<i>265 949</i>
<i>Acomptes Impôts sur les stés (Intégrat. Fiscale)</i>	<i>14 142</i>	<i>7 639</i>
Comptes de régularisation actif	20 869 864	22 557 095
<i>Primes d'émission des titres à revenu fixe</i>	<i>12 360 041</i>	<i>13 553 565</i>
<i>Frais d'émission des emprunts</i>	<i>8 334 105</i>	<i>9 000 425</i>
<i>Charges Constatées d'av. Divers Fonctionnement</i>	<i>172 980</i>	<i>0</i>
<i>Produits à recevoir Divers Fonctionnement</i>	<i>2 738</i>	<i>3 105</i>
Total	21 229 033	22 830 683

2.2.2 Comptes de régularisation et passifs divers

	30/06/2020	31/12/2019
Autres passifs	66	73 744
<i>Impôts et taxes</i>	<i>66</i>	<i>57 575</i>
<i>Fournisseurs</i>	<i>0</i>	<i>16 169</i>
Comptes de régularisation passif	12 573 194	13 217 459
<i>TVA sur factures non parvenues</i>	<i>25 143</i>	<i>0</i>
<i>Prime d'émission / surcote</i>	<i>12 232 755</i>	<i>12 975 867</i>
<i>Services extérieurs</i>	<i>6 839</i>	<i>6 798</i>
<i>Charges diverses s/Opérations s/titres</i>	<i>25 768</i>	<i>20 948</i>
<i>Honoraires</i>	<i>273 664</i>	<i>212 541</i>
<i>Charges diverses d'exploitation bancaire</i>	<i>1 303</i>	<i>1 306</i>
<i>Autres impôts et taxes</i>	<i>7 723</i>	<i>0</i>
Total	12 573 260	13 291 204

3 INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT**3.1 Produit net bancaire****3.1.1 Intérêts et produits assimilés**

	30/06/2020	30/06/2019
Sur opérations avec les établissements de crédit	16 882 978	26 384 109
<i>Comptes ordinaires</i>	23 938	676 004
<i>Comptes à terme</i>	16 859 040	25 708 105
Total	16 882 978	26 384 109

3.1.2 Intérêts et charges assimilées

	30/06/2020	30/06/2019
Sur opérations avec les établissements de crédit	(74 480)	(1 110 265)
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	(16 189 389)	(25 025 864)
Total	(16 263 869)	(26 136 129)

Les intérêts créditeurs négatifs sur les comptes ordinaires résultent du taux d'intérêt $ESTER \leq 0$.

3.1.3 Commissions

Dans ce poste, figurent en produits les commissions relatives aux prêts accordés à Crédit Agricole S.A. :

- Commissions de gestion de financement pour 869 008 € au 30/06/2020 contre 1 333 239 € au 30/06/2019.

Figurent en charges, pour un total de 2 830 € au 30/06/2020 contre 11 473 € au 30/06/2019,

les commissions sur titres émis :

- Frais de teneur de titres et d'agent payeur.

3.1.4 Autres charges d'exploitation bancaire

	30/06/2020	30/06/2019
Amortissements des frais d'émission des emprunts	(666 320)	(675 485)
Frais de gestion des comptes bancaires	(2 383)	(3 025)
Total	(668 702)	(678 510)

Dans ce poste, figurent, en charges, les commissions de placement relatives aux émissions d'emprunts obligataires.

3.2 Charges d'exploitation**3.2.1 Charges générales d'exploitation**

	30/06/2020	30/06/2019
Impôts et taxes	(4 305)	(16 680)
Honoraires	(456 414)	(507 518)
Redevances	(66)	(66)
Services extérieurs : refacturation Crédit Agricole S.A.	(297 888)	(296 171)
Contributions réglementaires	(500)	(3 000)
Services extérieurs	(9 545)	(14 307)
Autres Produits et charges d'exploitation non bancaires	0	0
Total	(768 718)	(837 741)

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF ne provisionne pas la contribution sociale car son impôt sur les sociétés est inférieur à l'abattement qui s'applique à cette contribution.

3.2.2 Frais de personnel

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF n'emploie pas de personnel.

4 ACTIFS RECUS EN GARANTIE

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF reçoit des créances de Crédit Agricole SA en garantie des prêts qui lui sont accordés.

Ces créances sont enregistrées en hors bilan au compte « Autres valeurs reçues en garantie » pour un montant d'EUR 5 599 210 146 au 30 Juin 2020 contre EUR 6 190 222 030 au 31 Décembre 2019.

5 TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF ne possède ni filiale ni participation.

6 CONSOLIDATION

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est consolidée par intégration globale dans le périmètre de consolidation de Crédit Agricole S.A. En conséquence, l'information sur les honoraires des commissaires aux comptes est indiquée dans le document de référence du Groupe Crédit Agricole SA.

7 REMUNERATIONS DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Les membres des organes d'administration et de direction ne perçoivent aucune rémunération au titre de leurs fonctions dans la société.

Aucune avance, ni crédit, n'ont été consentis à ceux-ci au 30 Juin 2020.

8 IMPLANTATION DANS DES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIFS

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un état ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

9 ELEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES

POSTES	DESIGNATION DE L'ENTITE LIEE	Montant
Bilan		
<i>ACTIF</i>		
Créances sur les établissements de crédit	Crédit Agricole S.A.	4 028 463 276
Autres Actifs	Crédit Agricole S.A.	93 221
Compte de régularisation	Crédit Agricole S.A.	2 738
<i>PASSIF</i>		
Dettes envers les établissements de crédit	Crédit Agricole S.A.	17 005 287
Compte de régularisation	Crédit Agricole S.A.	6 618
Compte de régularisation	CACEIS Corporate Trust	21 228
Compte de résultat		
<i>CHARGES</i>		
Charges bancaires	Crédit Agricole S.A.	75 501
Charges bancaires	CACEIS Corporate Trust	1 300
Charges générales d'exploitation	Crédit Agricole S.A.	298 388
Impôt sur les bénéfices	Crédit Agricole S.A.	5 918
<i>PRODUITS</i>		
Commissions s/comptes et prêts	Crédit Agricole S.A.	869 008
Produits bancaires	Crédit Agricole S.A.	16 882 978
Hors Bilan		
Autres valeurs reçues en garantie	Crédit Agricole SA	5 599 210 146

10 VARIATION DU CAPITAL

	Capital	Primes et réserves	Report à nouveau	Provisions réglementées et subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31 Décembre 2019	10 000 000	70 772	795 258	0	70 133	10 936 163
Dividendes versés au titre de 2019						0
Variation de capital						0
Variation des primes et réserves						0
Affectation du résultat social 2019		3 507	66 626		(70 133)	(0)
Résultat au 30/06/2020					41 949	41 949
Autres variations						0
Solde au 30 Juin 2020	10 000 000	74 279	861 884	0	41 949	10 978 112

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est détenue à 100 % (moins 1 action) par Crédit Agricole S.A.

Le capital social est fixé à 10 000 000 €, divisé en 1 000 000 actions de 10 € entièrement libérées.

**III- Déclaration de la personne physique responsable du rapport
financier semestriel**

**Société anonyme à Conseil d'administration
au capital de 10 000 000 euros
Siège social : 12, place des Etats-Unis - 92120 Montrouge
493 582 571 R.C.S. Nanterre**

Société anonyme à Conseil d'administration
au capital de 10 000 000 euros
Siège social : 12, Place des Etats-Unis, 92127 Montrouge cedex
493 582 571 R.C.S. Nanterre

PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2020

M. Philippe SERROT, Directeur Général Délégué de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF

DECLARATION DU RESPONSABLE

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Montrouge, le 23 septembre 2020

Monsieur Philippe SERROT

Directeur Général Délégué

